

1

**CONSEIL DE PRUD'HOMMES
DE REIMS**
25 Rue Chanzy BP 1036
51052 REIMS CEDEX

Tél. 03.26.49.53.95
Fax.03.26.49.53.55

**REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

ORDONNANCE DE REFERE

Audience du : 16 Mars 2010

MINUTE N° 10/00051

RG N° R 09/00189

FORMATION DE REFERE

AFFAIRE

**SYNDICAT CGT DES CHEMINOTS
contre
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS
DE FER SNCF**

QUALIFICATION

**Contradictoire
dernier ressort**

Notifiée le :

Copie exécutoire
délivrée le :

à :

SYNDICAT CGT DES CHEMINOTS

32 rue Villeminot-huart
51100 REIMS

Représenté par Me Frédérique GIBAUD (Avocat au barreau
de REIMS)

DEMANDEUR

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER SNCF

34 rue du Commandant Mouchotte
75014 PARIS

Représenté par Me Alain ROCH (Avocat au barreau de
REIMS)

DEFENDEUR

COMPOSITION DE LA FORMATION DE REFERE

Monsieur François MINARD, Président Conseiller (E)
Monsieur Hervé ZAWADA, Assesseur Conseiller (S)
Assistés lors des débats de Monsieur Jean DRESSAYRE,
Greffier

PROCEDURE

- Date de la réception de la demande : 07 Décembre 2009

- Débats à l'audience de Référé du 16 Février 2010
- Prononcé de la décision fixé à la date du 16 Mars 2010

- Décision prononcée conformément à l'article 453 du code de
procédure civile en présence de Monsieur Jean DRESSAYRE,
Greffier

La formation de référé, statuant publiquement, après avoir
entendu les parties comparantes ou leur représentant, a rendu
l'ordonnance suivante :

Les demandes initiales sont les suivantes :

Chefs de la demande

- Dommages et intérêts pour réparation du préjudice porté à
l'atteinte de la profession, pour non respect de la règle des
repos doubles 2 000,00 Euros
- Article 700 du code de procédure civile 508,00 Euros
- dépens à la charge de la SNCF

Alain ROCH
DESS EN DROIT DES SOCIÉTÉS
AVOCAT A LA COUR
91 ter, bd Général Leclerc
Entrée : 41, rue de la Cour
51081 REIMS CEDEX
Tél. 03 26 47 72 08

Chef de demande

Domages et intérêts pour atteinte à la profession:2000€
En application de l'article 700 du code de procédure civile :598€

La SNCF fait une demande reconventionnelle En application de l'article 700 du CPC: 1000€

MOTIFS DE LA DECISION

Attendu que l'article R1455-5 du code du travail précise que : » Dans tous les cas d'urgence, la formation de référé peut, dans la limite de la compétence du conseil de prud'hommes, ordonner toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse que justifie l'existence d'un différend » ;

Le demandeur fait remarquer qu'au terme de son RRH(référentiel ressources humaines) en son article 32-5 chaque agent doit bénéficier au minimum de 52 repos périodique double ;

Le demandeur dit que la SNCF est au courant de ce que cette obligation n'est pas respectée en totalité (contenus de réunions) ;

Le demandeur fonde ses demandes sur les dossiers déposés par Ms BONNARD, CLEMENT, DUBOIS, FILLOLS, FUZELLIER, GUILLOT, GROSPERRIN, LAMOTTE, LEBOUCHER, WAROQUIER ;

La SNCF fait remarquer :

que les anomalies à cette règle des repos doubles est faite à la demande des agents (lettre de la direction management du 19/6/2009) ;

Que le calcul du préjudice, s'il fait référence à une décision prud'homale, n'est pas prévu par le RRH et ne peut être fixé que par les juges du fond ;

La formation de référé constate donc qu'il existe une contestation sérieuse des demandes ;

Ainsi Ms BONNARD, CLEMENT, DUBOIS, FILLOLS, FUZELLIER, GUILLOT, GROSPERRIN, LAMOTTE, LEBOUCHER, WAROQUIER ont été déboutés de leurs demandes ;

Il y a donc lieu de débouter le demandeur de sa demande ;

Sur la demande au titre de l'article 700 du code de procédure civile

Le demandeur ayant saisi la formation de référé malgré une contestation sérieuse il ne peut être fait droit à sa demande ;

Sur la demande reconventionnelle

La formation de référé dit qu'il n'y a pas lieu de faire droit à cette demande ;

PAR CES MOTIFS

La formation de référé après en avoir délibéré conformément à la loi statue publiquement par ordonnance contradictoire et en dernier ressort,

DIT qu'il existe une contestation sérieuse ;

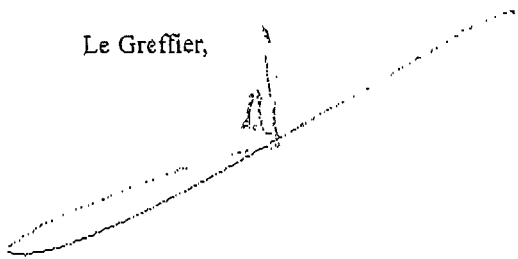
DEBOUTE le syndicat des cheminots CGT de REIMS de l'ensemble de ces demandes et l'invite à mieux se pourvoir devant une procédure au fond ;

1

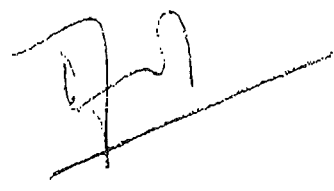
DEBOUTE la SNCF de sa demande reconventionnelle ;

PARTAGE les éventuels dépens entre les parties.

Le Greffier,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. J.', written over a horizontal line.

Le Président,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. M.', written over a horizontal line.